Burundi : le gouvernement suspend l'ONG Parcem

RFI, 18-06-2019 Le ministre de l'Intérieur a suspendu temporairement les activités de l'ONG Parcem. C'était l'une des dernières organisations non gouvernementales locales encore indépendantes à pouvoir travailler au Burundi.

L'ONG Parcem (Parole et actions pour le réveil des consciences et l'évolution des mentalités) avait lancé ces derniers mois une campagne intitulée « Ukuri Ku Biduhanze, la vérité sur les problèmes auxquels nous faisons face ». Une campagne qui sans toucher à la politique pointait les difficultés que connaît le Burundi en termes de malnutrition, de pauvreté, d'épidémie ou d'inflation. L'organisation est aujourd'hui accusée par le régime de Pierre Nkurunziza de ternir l'image du pays et de menacer la paix et la stabilité. Pour l'Olucome (Observatoire de la lutte contre la corruption et les malversations économiques), l'un de ses partenaires spécialisés dans la lutte contre la corruption, cette suspension, même temporaire, est une étape de plus dans la restriction de la liberté d'expression dans le pays. Gabriel Rufyiri, président de l'Olucome : « On est inquiet de voir qu'une organisation qui fonctionnait tant bien que mal (...) vient d'être suspendue avec des arguments que l'on voit dans l'ordonnance. Cela se trouve dans la suite logique de restreindre la liberté d'association, la liberté d'opinion. »

À

(adsbygoogle = window.adsbygoogle || []).push({});